

SOCIALISTES

Journal du PS Suisse
88 · Novembre 2017
AZB 3001 Berne



100 ans des Femmes* socialistes suisses

Il y a 100 ans, une poignée de femmes a choisi de se regrouper, au sein du PS, afin de lutter ensemble pour leurs revendications. La résistance à la mise en œuvre des droits des femmes a connu des périodes variées : parfois terriblement marquées, parfois moins fortes. Ces résistances perdurent encore aujourd'hui ; mais les Femmes* socialistes suisses ont, elles aussi, poursuivi leurs activités et leurs luttes. Le point sur la suite du prochain siècle de lutte avec Martine Docourt, coprésidente des Femmes* socialistes. Page 5

99 %

Les richesses sont toujours plus inégalement réparties. La JS Suisse a donc décidé de lancer une initiative visant une imposition plus importante pour les plus aisés de notre société. Cette initiative profiterait à 99 % de la population, d'où son titre. Le point avec Muriel Waeger, vice-présidente de la JS Suisse. Page 4

PAPYRUS

Baptisée *Papyrus*, l'opération genevoise de régularisation des personnes sans-papiers a débuté en février 2017. Emmanuel Deonna, président de la Commission migration, intégration et Genève internationale du Parti socialiste genevois, tire un premier bilan de cette opération et analyse la situation actuelle en Suisse. Pages 8/9

L'IMAGE DU MOIS

Lucas Vuitel



Martine Docourt a été élue à la Coprésidence des Femmes* socialistes suisses.

Suite à l'élection de Cesla Amarelle au Conseil d'Etat vaudois, la Coprésidence des Femmes* socialistes suisses restait incomplète. Depuis le mois de septembre, Martine Docourt a rejoint Natascha Wey, déjà en poste. Dans le communiqué du Parti socialiste neuchâtelois, ce dernier saluait la ténacité, l'attachement au dialogue ainsi que l'expérience tant politique que professionnelle de Martine Docourt. En effet, députée au Grand Conseil, elle a également présidé le Groupe socialiste. Son travail de géologue auprès de l'Office fédéral de l'environnement (OFEN) sera également un apport très intéressant sur des thématiques exigeant des connaissances scientifiques pointues.

Son engagement marqué sur les problématiques de conciliation des vies professionnelle et familiale et d'égalité salariale s'inscrivent parfaitement dans le cadre des priorités récemment fixées en matière d'égalité des genres, tant par les Femmes* socialistes suisses que par le PS Suisse. En effet, ce dernier a adopté, lors de sa dernière Assemblée de délégué-e-s, un manifeste pour un socialisme pleinement féministe. Découvrez en page 4 une analyse de la nouvelle coprésidente des Femmes* socialistes suisses.



INITIATIVE TRANSPARENCE

Le 10 octobre dernier, l'initiative sur la transparence était déposée, avec pas moins de 109 585 signatures. L'initiative exige que les partis ou comités rendent public leur financement. Les dons anonymes importants (au-delà de 10 000 francs) devront être interdits.

Il ne s'agit nullement d'interdire les dons ou de braquer les projecteurs sur les personnes faisant des dons modestes, mais bien d'amener un peu de lumière dans le financement du monde politique suisse. En effet, celui-ci est régulièrement pointé du doigt, à raison, pour son opacité, en particulier par le Groupe d'États contre la corruption (GRECO).

Dans une démocratie directe comme la Suisse, il est essentiel que les citoyennes et citoyens puissent se forger une opinion en toute indépendance. Cela passe notamment par la publication de liens d'intérêt ou dépendance financière de certains partis ou comités menant des campagnes électorales ou de votations.

Laisser parler les chiffres et ne rien laisser passer



Flavia Wasserfallen, co-secrétaire générale du PS Suisse

Un haussement d'épaules et une remarque – qu'il n'est pas toujours bon de critiquer les médias. C'était la réaction de la direction du PLR, laquelle fit l'effet d'une douche froide, lorsque nous voulûmes discuter avec eux de la campagne médiatique sexiste à l'encontre d'Isabelle Moret. En soi, un premier indice révélateur du faible degré d'importance qu'avait à leurs yeux la candidature féminine au Conseil fédéral. Isabelle Moret (rappelons qu'il s'agit de la seule parlementaire libérale-radical femme de toute la Suisse latine (!)), devait servir de protection latérale inoffensive et féminine au plan d'action de la direction de campagne: ne pas compromettre l'élection d'Ignazio Cassis, et par la même occasion polir l'image féminine du PLR. L'élection d'une femme n'a jamais été planifiée, ni souhaitée par le PLR. Sinon, comment les femmes PLR auraient pu, 24 heures seulement après le retrait de Didier Burkhalter, abandonner tout espoir d'une candidature féminine? L'option d'une candidature féminine ayant des chances d'aboutir aurait ressemblé à autre chose. La stratégie adoptée a donc été la suivante: abatte la seule candidate avant même qu'elle ne décolle, s'en prendre encore à elle en coulisses puis, suite à sa non-élection, rejeter la faute sur les « machos politiques du PS ». Sauf votre respect, c'est un peu fort, madame Fiala! La place des femmes en politique a été discutée à nouveau et sur tous les canaux, des quotas demandés ou diabolisés. Et il a naturellement fallu se renvoyer la balle, rapidement. L'agitation a duré quelques jours, puis les chiffres bruts sont heureusement revenus au

centre des discussions: la droite a un problème de femmes, la gauche non. Quiconque voudrait déformer ce constat a soit quelque chose à cacher, soit perdu le sens des réalités. Le fait est que les femmes sont représentées de manière paritaire au sein du PS, que ce soit au Conseil fédéral, aux Chambres ou dans les exécutifs cantonaux, et même majoritairement au sein de la Présidence du Parti et de son Comité directeur. À l'inverse, le PLR n'a plus jamais eu de femme au Conseil fédéral depuis Elisabeth Kopp, est représenté aux Chambres et au sein des exécutifs cantonaux par une proportion de femmes de 18 %, et si l'on limite le calcul à la Suisse latine, de 6 % (!). Il y a plus de loups en Valais que de femmes romandes PLR ayant des fonctions dirigeantes.

Mais la situation ne prête nullement à rire. Et nous avons des possibilités pour mettre les partis bourgeois sous pression: avec des demandes de quotas, le refus de participer à des tables rondes uniquement masculines, et en maintenant une certaine exemplarité de notre part. Car même lorsque les chiffres sont bons, nous ne devons absolument pas nous reposer sur nos lauriers. À ce sujet, la discussion du manifeste féministe lors de l'Assemblée des délégué-e-s du 14 octobre est venue au bon moment. À l'occasion de leur 100^e anniversaire, les Femmes* socialistes suisses ont lancé et présenté tout un paquet d'exigences expliquant de quelle manière la situation pouvait encore être améliorée. Les mesures concernent l'introduction de protocoles «gender-watch» lors des Assemblées des délégué-e-s et des Congrès, une utilisation plus conséquente du langage non sexiste et l'allocation de plus de ressources pour le travail féministe. L'arrière-fond est clair: la politique des femmes ne doit pas être laissée aux femmes, mais appartient bien au cœur du PS. Les délégué-e-s l'ont confirmé à Olten en débattant près de trois heures durant dudit manifeste et en l'acceptant finalement à l'unanimité. Laissons donc, comme auparavant, parler les chiffres et les faits et ne nous contentons jamais de nos acquis!



Bilan de mi-législature

Voilà maintenant deux ans, le Conseil national, puis le Conseil fédéral dans la foulée, subissaient le désormais fameux «*Rechtsrutsch*» (virage à droite), donnant une majorité absolue au PLR et à l'UDC. Fort heureusement, le Conseil des États n'a pas connu le même sort, renforçant la gauche et le centre, en offrant notamment le meilleur résultat historique du PS à la Chambre des cantons.

Si le système bicaméral suisse a permis de calmer les ardeurs les plus extrêmes de la droite dure, l'opposition constructive choisie par le PS a néanmoins porté ses fruits. Certains médias se plaisent à rappeler l'échec récent de la réforme «*Prévoyance vieillesse 2020*» dans les urnes pour tenter d'imaginer une descente aux enfers du PS Suisse, dans la lignée des difficultés de certains PS européens.

Mais c'est oublier bien vite les nombreux succès que le PS a connus dans les urnes: rejet de la réforme de l'imposition des entreprises (RIE) III, acceptation de la naturalisation facilitée pour la 3^e génération, acceptation de la stratégie énergétique, acceptation de la Loi sur la radio et la télévision (LRTV), rejet de l'initiative «*vache à lait*», rejet de l'initiative PDC sur la famille (traditionnelle) ou encore rejet de l'initiative de mise en œuvre.

On le voit, si naturellement certaines votations ont été perdues, nous sommes très loin d'un bilan négatif et les commentateurs qui tentent de le qualifier de «*mitigé*» se trompent lourdement. Le PS garde une force de frappe importante lors des votations populaires et constitue donc un partenaire crédible avec lequel il est obligatoire de travailler.

C'est sans compter sur les résultats cantonaux et communaux très intéressants, comme récemment dans le Jura, où la capitale, Delémont, vient de basculer à gauche. On le voit, la lutte continue et les idéaux et valeurs socialistes ont encore de beaux jours devant eux.

Gaël Bourgeois, rédacteur en chef

IMPRESSUM

Editeur PS Suisse, Theaterplatz 4, 3001 Berne
Tél. 031 329 69 69, Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch
Rédaction Gaël Bourgeois, Clément Borgeaud
Production Atelier Bläuer, Berne





4 octobre 2017 : action de lancement de l'initiative 99% sur la place fédérale

Un débat de fond sur le capitalisme est lancé

LE 4 OCTOBRE DERNIER, LA JEUNESSE SOCIALISTE SUISSE (JSS) A LANCÉ UNE NOUVELLE INITIATIVE : L'INITIATIVE DITE 99 %. SON NOM ÉNIGMATIQUE N'EST PAS ANODIN : CETTE INITIATIVE EST DANS L'INTÉRÊT DES 99 % DE LA POPULATION. MAIS EN QUOI CONSISTE-T-ELLE, ET QUELS EN SONT LES ENJEUX ?

Selon l'Union syndicale suisse (USS), le pourcent le plus riche de la population suisse possède plus de 40 % des richesses totales. Les normes fiscales en vigueur leur permettent de devenir de plus en plus riches, que leur argent soit stocké sur un compte ou réinvesti en actions et achats immobiliers. Les dividendes, intérêts et loyers qu'ils ou elles perçoivent ne font que creuser plus encore le fossé entre les très riches et nous autres contribuables « normaux ».

Ces autres contribuables comprennent aussi bien le caissier de la Migros, que l'employée de banque, en passant par l'ingénieur, le bibliothécaire ou encore la paysanne, bref, toutes celles et ceux qui travaillent. Ce sont eux qui reçoivent la plus petite part du gâteau, mais aussi eux qui produisent les richesses qui seront empochées par le un pourcent; celui qui reçoit des dividendes et autres intérêts rien que par la fructification de son argent. Les travailleurs/euses qui produisent la valeur n'ont en effet, malgré leur productivité qui s'est fortement accrue, que peu vu leur pouvoir d'achat augmenter.

Pourtant, avec l'automatisation, la redistribution des richesses est d'autant plus nécessaire; les robots vont au fur à mesure remplacer les humains, et les plus riches vont pouvoir empocher encore plus avec moitié moins d'ouvriers/ères. Même le FMI l'affirme, la politique d'exoné-



Muriel Waeger, vice-présidente de la JS Suisse

Cette initiative est une nécessité pour notre avenir, et la Suisse ne peut en ressortir que gagnante.

ration des dernières années est mauvaise pour l'économie. La taxation des plus fortuné-e-s et la redistribution vers les 99 % de la population permet d'éviter la stagnation économique vers laquelle nous tendons actuellement.

Malgré les affirmations du FMI, les contre-arguments fusent déjà. Les habituelles théories alarmistes et erronées selon lesquelles les riches ne vont plus investir sont déjà répandues dans les médias, et cela alors même que l'initiative va au contraire favoriser un meilleur investissement dans l'économie réelle, celle qui compte pour les 99 %. Un phénomène trop rarement décrit mérite ici une attention toute particulière : la financiarisation de notre économie. Depuis les années 90, la spéculation a fortement augmenté à

cause de taux de profits plus attractifs. Ceux-ci représentent des placements idéaux pour le 1 % qui a pour seule ambition une multiplication de sa richesse par sa richesse. Cet argent n'est donc pas favorable au quotidien des 99 %, et est une cause non négligeable des crises financières, telle que celle de 2008. Une redistribution de cette masse accumulée au reste de la population ne peut être, par conséquent, que positive pour l'investissement.

Cette initiative est une nécessité pour notre avenir, et la Suisse ne peut en ressortir que gagnante, grâce à un tel impôt, qui taxera celles et ceux qui gagnent de l'argent sans lever le petit doigt, et allègera l'impôt que paient celles et ceux qui travaillent et sont taxés sur chaque franc gagné.

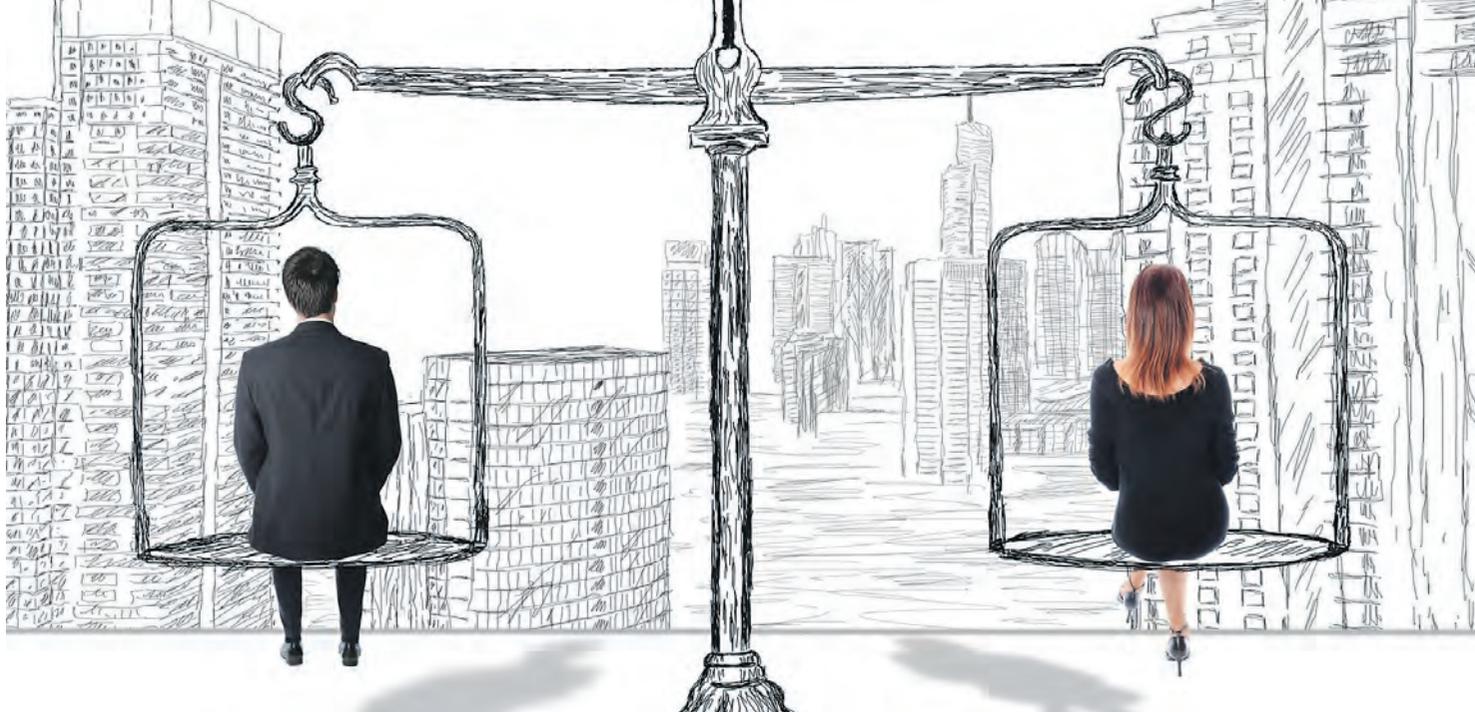
L'INITIATIVE EN BREF



L'initiative veut taxer les revenus du capital (dividendes, intérêts, etc.) qui dépassent une certaine limite. Cette limite sera fixée par le Conseil national et évitera ainsi aux personnes qui ont des petits gains en capital d'être touché-e-s. L'argent supplémentaire de l'initiative sera réutilisé pour diminuer les impôts des personnes les moins fortunées ou réinvesti dans

la prospérité sociale (c'est-à-dire les crèches, l'AVS, les subventions pour les primes d'assurance-maladie, etc.).

Plus d'informations sur www.99pourcent.ch



Pour une politique socialiste pleinement féministe

CENT ANS QUE LES FEMMES* SOCIALISTES SUISSES EXISTENT. CENT ANS QUE LES FEMMES* SOCIALISTES SUISSES DÉMONTRENT LA NÉCESSITÉ DE LEUR PRÉSENCE. CENT ANS QUE LES FEMMES* SOCIALISTES SUISSES JOUENT UN RÔLE MOTEUR CONCERNANT LES QUESTIONS FÉMINISTES AU SEIN DU PARTI SOCIALISTE.

Afin de fêter ce jubilé, il était nécessaire pour les Femmes* socialistes de faire le point sur la situation des femmes en Suisse, par le biais d'une analyse des femmes dans l'économie, du sexisme existant encore envers elles au sein de notre société ou des droits existants dans le domaine. Cette analyse, accompagnée de revendications, se retrouve sous la forme d'un manifeste. Ce manifeste a été discuté au sein de la dernière Assemblée des délégué-e-s du PS Suisse à Olten, et c'est avec une fierté non dissimulée que les Femmes* socialistes suisses ont pu observer que la quasi unanimité de l'assemblée, moyennant quelques modifications, l'a ainsi adopté. En l'ayant accepté, c'est tout le Parti qui s'approprie une politique socialiste pleinement féministe.

Il est vrai qu'en cette année de jubilé, l'heure est à la fête. Toutefois, sur un grand nombre de revendications, le combat risque d'être encore long, voire très long, et l'ambiance ne promet alors pas d'être des plus festives.

En effet, sur le volet économique, l'égalité salariale, principe ancré dans la Constitution fédérale depuis

plus de 35 ans, peine sérieusement à se mettre en place. Il est inacceptable que les femmes ne soient pas rémunérées à la même hauteur que leurs homologues masculins. En cas d'acceptation du projet de Simonetta Sommaruga – chose qui ne s'avère pas gagnée vu la majorité bourgeoise du Parlement – nous pourrions considérer qu'une première étape aura été franchie. Une première étape qui, espérons-le, annoncera l'ouverture à d'autres et donnera un élan d'évidence pour de telles thématiques. Dans tous les cas, le Parti socialiste devra rester le moteur du processus et ne rien lâcher.

Un autre thème pour lequel le Parti socialiste jouera le rôle de moteur, sera celui de la diminution du temps de travail. Cette mesure phare du manifeste s'inscrit dans une politique répondant à une évolution constante de la société. Société dans laquelle la numérisation et l'automatisation ne cessent d'augmenter. Cette mesure va dans le sens d'une meilleure conciliation entre vie familiale et vie professionnelle, soutenant ainsi une meilleure répartition des tâches qui permettra une activité croissante des femmes dans le mi-



Martine Docourt,
coprésidente des Femmes*
socialistes suisses

lieu professionnel. Cette évolution pour une réduction de travail ne se fera pas en un claquement de doigt, mais nous devons être le parti qui porte l'idée d'une telle évolution.

Un autre élément qui répond particulièrement bien à l'actualité de ces dernières semaines est le harcèlement et les discriminations. Bien que les langues se soient déliées à ce propos, il est primordial que ces thèmes puissent être abordés dans les écoles afin d'abolir et de s'affranchir de toute forme de discrimination et de violence, ceci dans le but que chacune et chacun puisse vivre pleinement ce qu'il est, ses choix et ses envies. Il est également primordial de rappeler les droits existants et de les renforcer, par exemple via une réelle application des exigences figurant dans la Convention d'Istanbul (convention ayant pour but de lutter contre la violence domestique).

Pour toutes les revendications du manifeste, il est évident que leur concrétisation passera par une augmentation de la présence des femmes dans les hautes sphères de l'économie, dans les médias et au niveau politique. C'est par la présence des femmes que nous pourrions atteindre une société plus égalitaire. Dans ce sens, l'autocritique adressée à notre parti ne pourra que rendre crédible nos actions pour mener à bien une réelle politique d'égalité.

C'est tout le PS qui s'approprie une politique socialiste pleinement féministe.

La démocratie économique 4.0

LE CAPITALISME CHANGE. LES MÉCANISMES PROFONDS RESTENT LES MÊMES, MAIS L'ÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE ET SOCIALE PERMET UN IMMENSE POTENTIEL DE PROGRÈS POUR TOUTES ET TOUS. MALHEUREUSEMENT, CES CHANGEMENTS COMPORTENT DES RISQUES IMPORTANTS. LE PRINCIPAL : RENFORCER LES EFFETS PERVERS DU CAPITALISME.

Le PS a choisi de lancer une grande démarche participative pour réfléchir à une question fondamentale : comment le programme socialiste s'applique-t-il avec cette nouvelle donne ? Il est fondamental que la gauche soit proactive et puisse rapidement proposer des mesures. Dans le cas contraire, chaque année, les richesses ne cessent de se concentrer, ce qui diminuera notre pouvoir d'agir.

Concentration des richesses accélérée

L'un des grands maux du capitalisme, c'est l'inégalité. Ce n'est en rien un problème nouveau ; avec l'industrialisation et la mécanisation, il est devenu possible de posséder de plus en plus de force de production, et de s'en servir pour accumuler encore davantage de richesses.

Travail moins humain

Avec la mondialisation croissante, et le développement de nouvelles technologies allant de l'intelligence artificielle à la robotique, en passant par le « big data » et les nouveaux modèles d'affaires, les choses changent vite et les autorités démocratiques ont parfois des difficultés à réagir.



Samuel Bendahan, conseiller national (VD)

L'enjeu n'est pas de critiquer ce développement, mais de mettre en place des mesures d'accompagnement.

Le travail devient moins humain. Tout d'abord, beaucoup de tâches effectuées par des travailleuses et travailleurs peuvent être remplacées par des machines. Même si la nouvelle économie promet aussi de créer de nouveaux emplois, il est difficile de déterminer si, au final, nous aurons moins de travail. Une chose toutefois est sûre : de nombreuses personnes, de plus en plus qualifiées d'ailleurs, feront les frais de l'évolution si aucune politique n'est mise en place. De plus, les technologies qui permettent aux groupes et aux pratiques de se globaliser rendent le travail moins humain à un autre égard : il devient de plus en plus facile pour les grandes entreprises de ne pas respecter la législation sur le travail ou de ne pas payer leurs impôts.

Le pouvoir immatériel

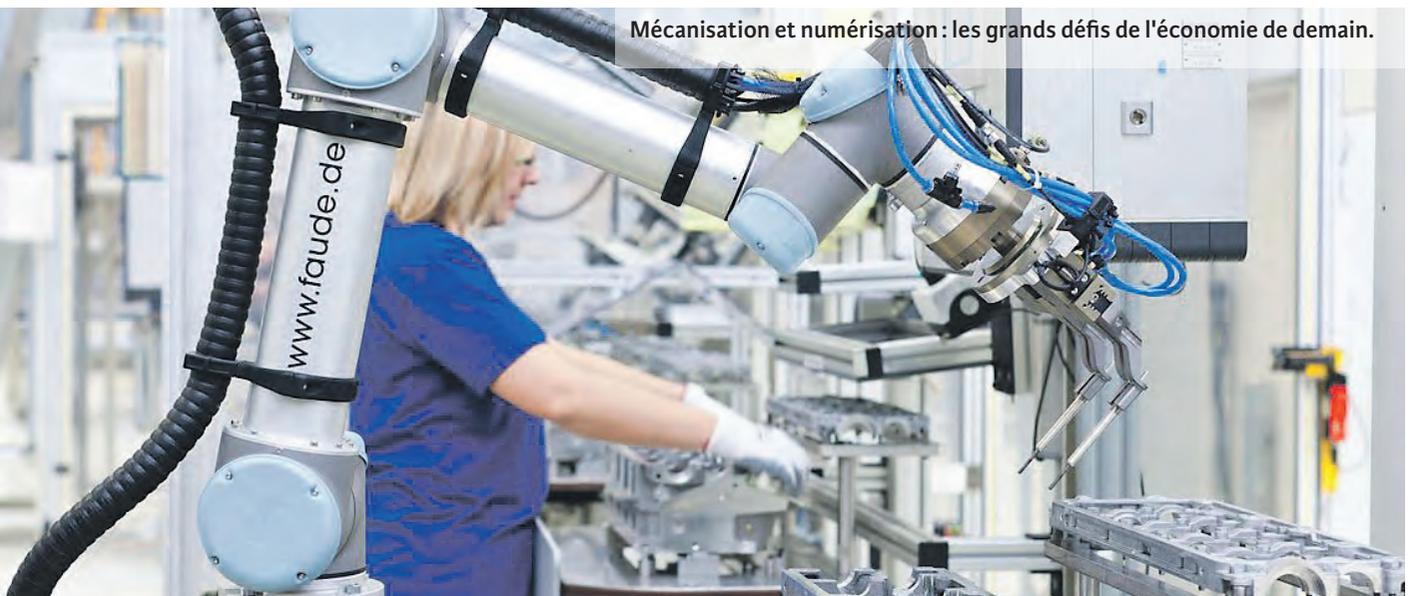
Une autre donnée est à rajouter à l'équation : de plus en plus de valeur créée est immatérielle. En un sens, c'est extraordinaire. Si vous mangez un plat de Röstis, personne d'autre ne pourra le manger. Si une autre personne le veut, il faudra le produire pour elle, avec tous les coûts en matière de travail et d'emprise

environnementale que cela signifie. Un logiciel, une série TV, un livre électronique, c'est tout le contraire. C'est cher à produire, surtout si l'on veut de la qualité, mais une fois qu'on a un seul exemplaire, il peut être donné à tout le monde quasiment sans coûts supplémentaires. Il devient possible de créer massivement de la valeur pour les gens, et c'est par ce mécanisme-là d'ailleurs que les grands acteurs de l'internet, comme Google, ont pu à partir de rien construire des empires à une vitesse fulgurante.

La prospérité pour toutes et tous

L'enjeu pour la gauche n'est pas dans la critique du développement en soi, mais dans la mise en place de mesures qui garantissent que le progrès bénéficie à tout le monde. Notamment à travers sa démarche participative, le PS devra trouver des réponses. De nombreuses pistes sont ouvertes : maintenir le service public et la substance fiscale, protéger les travailleuses et travailleurs, gérer les questions de propriété intellectuelle, stimuler le développement technologique en orientant ses bénéfices vers le bien commun. Mais en somme, le problème que nous aurons à régler n'est pas nouveau et peut se résumer à celui que nous avons connu par le passé : mieux répartir les richesses et le pouvoir, ici et dans le reste du monde.

Mécanisation et numérisation : les grands défis de l'économie de demain.



Helsana

Cette initiative a pour but d'empêcher les élus fédéraux de siéger en même temps auprès des caisses maladie.

STOP au lobby des assureurs maladie

LA HAUSSE DES PRIMES D'ASSURANCE-MALADIE A, ENCORE CETTE ANNÉE, DUREMENT TOUCHÉ LES CITOYENNES ET CITOYENS SUISSES. POURTANT, MALGRÉ CETTE AUGMENTATION MASSIVE QUI INTERVIENT TOUS LES ANS ET QUI GRÈVE LE BUDGET DES MÉNAGES, LE PARLEMENT FÉDÉRAL SEMBLE TOTALEMENT AMORPHE. PIRE, IL BLOQUE TOUTE PROPOSITION VISANT À RÉFORMER LE SYSTÈME. L'UNE DES RAISONS DE CET ATTENTISME EST LA PLACE OMNIPRÉSENTE DES LOBBYS DES CAISSES MALADIE SOUS LA COUPOLE BERNOISE.

Depuis de trop nombreuses années, les assureurs maladie ont pris une place centrale au sein du Parlement fédéral. L'élection d'Ignazio Cassis, président de l'association Curafutura, qui représente les intérêts d'un grand nombre de caisses maladie au Conseil fédéral est leur dernier fait d'armes. D'autres exemples frappent: en novembre 2016, Jürg Stahl (UDC/ZH) a été élu président du Conseil national alors qu'Ivo Bischofberger (PDC/AI) a été nommé à la tête du Conseil des Etats. Le premier appartient à la direction du Groupe Mutuel alors que le second y siège en tant que membre consultatif. Plusieurs journaux avaient alors

titré: «Le Groupe Mutuel se hisse au sommet du Parlement» ...

Cette présence des assureurs maladie prend encore plus d'ampleur au sein des commissions de la santé, aussi bien au Conseil National qu'au Conseil des Etats. Sur 25 membres de la commission du National, 10 sont liés à un assureur maladie et 5 sur 13 aux Etats. Le constat est limpide: aucune réforme ne sera possible tant que le lobbyisme acharné et les liens d'intérêt paralyseront les capacités d'action des autorités.

Ainsi, des associations de consommateurs, de patients, d'assurés, de professionnels de la santé et des organisations politiques ont lancé une initiative populaire fédérale de débarrasser le Parlement des lobbys des caisses maladie. Le mélange entre intérêts commerciaux et exercice d'une tâche publique déléguée aussi importante que l'assurance obligatoire des soins a assez duré. L'initiative vise à imposer une incompatibilité nette entre l'exercice de la tâche publique déléguée par



Gaëtan Nanchen, secrétaire général du PS Vaud

On ne peut en effet être à la fois surveillé et surveillant, régulateur et régulé.

l'Etat de mettre en œuvre l'assurance obligatoire des soins et tout mandat de parlementaire fédéral. On ne peut en effet être à la fois surveillé et surveillant, régulateur et régulé.

Concrètement, les membres de l'Assemblée fédérale ne pourront pas siéger dans un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un assureur autorisé à pratiquer l'assurance-maladie sociale. Puisque les caisses maladie ont un mandat de la Confédération, leur présence au Parlement n'est pas compatible.

La question est souvent posée de pourquoi introduire cette incompatibilité et non dans d'autres domaines tels celui des pharma? Ces dernières n'ont pas reçu de mandat de la Confédération, elles agissent comme tout autre secteur économique. Pour ce qui relève des prix des médicaments remboursés au titre de la LAMal, ceux-ci sont soumis à des accords tarifaires tout comme les prestations de soins. Les assureurs pratiquant l'assurance obligatoire de soins (ou assurance de base) sont quant à eux, et conformément à la loi, surveillés par l'administration fédérale, dont l'autorité de tutelle est justement le parlement. C'est cette boucle qui crée un déni de démocratie. Les dirigeants de la Poste et des CFF par exemple ne peuvent pas siéger sous la coupole.

Cette initiative a été soutenue à la quasi-unanimité lors de l'Assemblée des délégué-e-s du PS Suisse. Les feuilles de signatures et d'autres informations sont disponibles sur le site:

www.stop-lobby-assureurs.ch



Opération Papyrus: jusqu'où l'exemple genevois

ALORS QUE LES CANTONS DE VAUD ET BÂLE S'INSPIRENT DÉJÀ DIRECTEMENT DE LA TRÈS PROMETTEUSE EXPÉRIENCE GENEVOISE, LES AUTORITÉS CANTONALES ZURICHOISES, MALGRÉ LES APPELS DU PIED DES ASSOCIATIONS DE DÉFENSE DES DROITS HUMAINS ET DE LA GAUCHE MUNICIPALE, FONT LA SOURDE OREILLE. RETOUR SUR UN POINT CHAUD DE L'ACTUALITÉ MIGRATOIRE SUISSE EN 2017.

Baptisée *Papyrus*, l'Opération genevoise de régularisation des personnes sans-papiers sera soumise vraisemblablement à une évaluation externe conjointe des universités de Genève et de Neuchâtel au bout de deux ans. Cette analyse révélera, à n'en point douter, des enseignements précieux.

Lancée à Genève en février 2017, Papyrus est une initiative concertée entre les autorités fédérales et cantonales, qui s'appuie sur l'engagement et l'expertise de plusieurs administrations et associations lo-



Emmanuel Deonna, président de la Commission migration, intégration et Genève internationale du Parti socialiste genevois

cales. Intelligemment menée à bien par le conseiller d'Etat libéral-radical Pierre Maudet, l'opération, pour laquelle notre camarade Ruth Dreifuss s'est aussi beaucoup investie, récompense des discussions intenses et discrètes menées ces dernières années. Elles ont abouti à une définition plus précise des critères pour présenter une demande de régularisation sur la base de la Loi fédérale sur les étrangers (LEtr).

Pour Alessandro de Filippo, coordinateur du Collectif de soutien aux sans-papiers à Genève, «il s'agit d'une expérience positive et novatrice, car elle va permettre la régularisation de personnes sans statut légal vivant à Genève depuis des années. Elles pourront finalement y vivre légalement, en particulier les jeunes qui pourront y construire leur avenir. L'opération met en lumière la croissance exponentielle connue par le secteur de l'économie domestique depuis les années 1990, tout en rappelant aux employeurs

leurs obligations. Les travailleuses et travailleurs sans statut légal bénéficieront donc d'une meilleure protection».

Clarification des critères et réduction de la marge de manœuvre cantonale

L'objectif de cette opération est en effet de permettre au canton de Genève d'assumer ses responsabilités en matière de lutte contre la sous-enchère salariale et le travail au noir, tout en remplissant son devoir de protection envers les personnes en situation irrégulière, particulièrement exposées aux abus de toutes sortes.

Afin de déposer une demande, la candidate ou le candidat doit remplir des conditions très précises: dix ans de séjour continu (cinq ans pour les familles avec enfants scolarisés), une totale indépendance financière, une intégration réussie (attestée par la réussite de l'examen de français niveau A2) et un casier judiciaire vierge. Les critères d'évaluation sont officialisés et les autorités s'engagent à les respecter. De cette manière, le canton de Genève prend à bras le corps plusieurs problèmes posés par le règlement des cas dits

MIGRATION – PERSPECTIVES ET STRATÉGIES

Réunion d'automne du PS 60+
Samedi 11 novembre 2017
10 h 30 à 16 h 30
Volkshaus de Zurich
Plus d'infos sur www.ps60plus.ch

28 février 2017 : plus de 2000 personnes tentent d'assister à la soirée d'information. 400 d'entre elles devront rester dehors par manque de place dans la salle.



ois sera-t-il suivi ?

d'urgence, en particulier celui de la marge de manœuvre des autorités cantonales. Les difficultés liées au déficit de transparence d'évaluation des dossiers et, par voie de conséquence, la quasi impossibilité qui prévalait, pour les candidat-e-s à la régularisation, d'anticiper jusqu'ici l'acceptation ou le rejet de leur demande, sont également des thématiques en voie d'amélioration grâce à cette opération.

L'intérêt suscité par ce processus est probablement lié au consensus qui prévaut auprès de ceux appelés à le mettre en œuvre et au caractère exploratoire de la démarche. Plusieurs parlementaires vaudois ont déjà manifesté leur curiosité et leur intérêt pour l'expérience genevoise. A Bâle, où les discussions sont les plus avancées, une motion en faveur d'une opération similaire à Papyrus a déjà été votée par le Grand Conseil.

Le blocage zurichois

L'expérience ne fait malheureusement pour l'instant pas d'émule à Zurich. Les défenseurs des droits et des intérêts des personnes sans statut légal témoignent devoir faire face à de très fortes résistances. «Nos interpellations informelles

et formelles au Conseil d'État et au Parlement cantonal sur ce sujet, notamment par le biais d'une pétition ayant récolté 4000 signatures, n'ont pas porté leurs fruits. Dans les deux cas, nous nous sommes entendus répondre que l'application de la règle du cas de rigueur était suffisante», déplore Bea Schwager, coordinatrice de la Permanence pour les Sans-Papiers de Zurich. «Cette fin de non-recevoir est d'autant plus problématique que depuis 2001, la clause relative aux cas de rigueur n'a quasiment jamais été appliquée», dénonce-t-elle encore.

Une carte d'identité urbaine à défaut de vraie reconnaissance

Sur les 70 000 sans papiers qui résident en Suisse,* 28 000 d'entre eux se trouveraient dans le canton de Zurich. Pas moins de 14 000, soit la moitié, vivrait en ville. Les rapports de force politiques sont plus favorables au niveau de la municipalité. En témoignent les discussions pro-

Le canton de Genève prend à bras le corps plusieurs problèmes posés par le règlement des cas dits d'urgence.

metteuses ayant cours actuellement avec les administrations en charge de la police et des affaires sociales. «Un groupe composé de représentants des Églises, de la permanence de soutien aux sans-papiers, des socialistes, des verts et d'autres représentants de la société civile a prôné, sur l'exemple de la pratique de grandes villes américaines comme New York, l'introduction d'une carte d'identité urbaine. Délivrée à tous les citoyens de la ville, celle-ci devrait faciliter notamment le recours aux soins de santé. D'autres aspects de la vie administrative des résidents sans statut légal sont en ligne de mire, comme l'octroi d'une carte de bibliothèque. Un avis consultatif commandé à l'Université de Zurich, dont la publication est prévue pour janvier 2018, contribuera, nous l'espérons, à débloquer la situation», conclut Bea Schwager.

D'ici-là, les premiers enseignements de l'expérience genevoise auront déjà été tirés et la situation dans d'autres cantons suisses aura, gageons-le, peut-être déjà évolué.

* Michael Morlok, Andrea Oswald et Harald Meier (B,S,S.), Denise Eftonay-Mäder, Didier Ruedin et Dina Bader (SFM), Philippe Wanner (Université de Genève), «Les sans-papiers en Suisse en 2015», Rapport final



Le salaire minimum est une priorité pour le Tessin

IL FALLAIT S'Y ATTENDRE : LE DÉBAT À PROPOS DE L'INTRODUCTION, AU TESSIN, DU SALAIRE MINIMAL LÉGAL EST EN TRAIN DE PRENDRE DES TOURNURES QUI ÉLOIGNENT LE DÉBAT DE L'OBJECTIF PRINCIPAL VISÉ PAR L'INITIATIVE « SAUVER LE TRAVAIL AU TESSIN ! », VOTÉE EN 2015. LA PREMIÈRE PHRASE DE LA LOI QUI A ÉTÉ VOTÉE DÉCLAME : « TOUTE PERSONNE A LE DROIT À UN SALAIRE MINIMAL QUI PUISSE LUI GARANTIR DE MENER UN NIVEAU DE VIE DIGNE ».

Dans l'attente que le Conseil d'Etat tessinois veuille bien finir par introduire le salaire minimal selon les termes de la loi, il est important de soulever quelques données qui décrivent la situation tessinoise. Le 31% des Tessinois risquent de tomber dans la pauvreté, le salaire médian est de 1000 francs inférieur à la moyenne suisse et dans certains domaines spécifiques la différence est majeure. Au Tessin plus de 21000 travailleuses et travailleurs gagnent moins de 21 francs de l'heure tandis que le taux de chômage calculé selon les critères de l'Organisation mondiale du travail se situe à 6,8%, tandis que la moyenne suisse est de 4,4%. Le taux de sous-emploi est aussi élevé puisqu'il se situe à 10%. Ces données reflètent une réalité qui oblige de plus en plus de jeunes Tessinois à quitter le canton pour aller chercher du travail ailleurs en Suisse.

Il s'agit d'une situation qui doit conduire à une action politique et à l'introduction de mesures, bien que certains partis politiques préfèrent satisfaire nombre d'intérêts privés, en laissant de côté les travailleuses et travailleurs qui devraient pouvoir mener une vie digne grâce à leur travail.

Au Tessin les partis bourgeois et la droite sont en train de discuter ce principe et préfèrent débattre de l'introduction de salaires minimaux différenciés par domaine d'activité. Un argument qui consisterait à discuter de la température de l'eau pour chercher à nier que l'eau est indispensable à la vie. Le verdict du Tribunal fédéral, qui a rejeté les recours des organisations patronales et économiques contre l'introduction du salaire minimum à Neuchâtel, a confirmé ce principe, établissant ainsi une jurisprudence fédérale. Les juges de Lausanne ont confirmé que les res-



Carmelo Díaz del Moral, secrétaire politique du PS Tessin

sources minimales qui donnent accès à une vie digne dans un canton ne changent pas en fonction du secteur économique ni d'une personne par rapport à une autre. Le Grand Conseil neuchâtelois a choisi de calculer son salaire minimum sur la base du revenu déterminant des prestations complémentaires (PC) de l'AVS-AI, un système de calcul qui est par ailleurs appliqué sur l'ensemble de la Suisse. Puisque les primes de caisses maladies tessinoises sont plus chères qu'à Neuchâtel, la base de calcul des PC de l'AVS-AI donnerait un salaire minimal au Tessin de 21.50 francs de l'heure. Et comme le Tribunal fédéral l'a confirmé, ce montant permet d'introduire une mesure de politique sociale qui respecte le droit fédéral et la liberté de la concurrence.

La crise du marché du travail tessinois ainsi que les signaux d'alarme concernant la pauvreté au Tessin exigent d'introduire au plus vite un salaire minimum, appliquant enfin l'initiative acceptée il y a deux ans. Les organisations économiques et patronales tessinoises affirment que l'on aura un salaire minimum au Tessin dans quelques années seulement et font pression pour obtenir un salaire minimum de 18 francs de l'heure seulement. Ceci démontre quelle est l'intention réelle des milieux de l'économie et du patronat au Tessin : faire de l'obstruction, perdre du temps et chercher à retarder au maximum l'introduction du salaire minimum au Tessin, comme cela a été fait à Neuchâtel où, à cause des recours, il a fallu attendre six ans. Au Tessin il est impératif d'agir vite, de ne pas perdre de temps et mener une action politique afin de réaliser le principe qui a été accepté par les Tessinois il y a deux ans : toute personne qui travaille doit pouvoir recevoir un salaire réellement digne !

Il est impératif d'agir vite et de réaliser l'initiative acceptée par les Tessinois il y a deux ans.





MANUELS DE SECTION

Des ouvrages de référence pour une vie de section riche et efficace

Gérer la section, développer la présence politique, recruter et fidéliser les membres : les tâches qui incombent à celles et ceux qui sont en charge d'une section sont exigeantes et nombreuses. Pour faciliter le travail des militant-e-s engagés, le PS Suisse vient de publier trois manuels de section qui synthétisent les meilleures pratiques (mais également les erreurs à éviter) pour être à l'aise dans les principaux domaines d'activité d'une section. Ils peuvent être commandés (en format papier et/ou en .pdf) dès maintenant auprès d'Olga Baranova

Gestion des membres

Les membres sont la richesse du PS et les sections sont les structures les plus à même pour en recruter, pour les former et les mobiliser dans le cadre des activités du parti. Quelles actions sont efficaces pour faire du recrutement ? Comment élargit-on la base des membres actifs au sein de la section ? Ce manuel propose des solutions concrètes pour renforcer votre base militante !

Campagnes et communication

Une bonne campagne – qu'il s'agisse d'attaquer une élection ou un problème structurel de logement abordable sur le territoire communal – ne nécessite pas de moyens financiers ou militants faramineux mais, par contre, une bonne dose de planification.

Développer des activités politiques propres rendra la vie de section plus fructueuse et enthousiasmante pour tout le monde : tentez le coup !

Gestion de section

Les fondements de toute section du PS sont associatifs – et la vie associative amène inévitablement son lot de tâches administratives, de réunions et assemblées à gérer ou des statuts à modifier. Ces activités peuvent paraître chronophages – mais dites-vous que plein d'autres camarades ont fait ce travail avant vous. Pour cette raison, nous mettons à votre disposition des astuces et conseils précieux pour que « l'administratif » n'alourdisse pas inutilement votre quotidien militant. Votre temps militant est précieux et vous devez pouvoir l'utiliser au maximum pour faire ce qui fait battre le cœur à nous toutes et tous : de la politique !

Vous êtes restés sur votre faim ? Vous avez envie de monter une campagne, mais vous n'êtes pas 100 % sûrs d'être sur la bonne voie ? Nous vous rencontrerons avec plaisir – en tête à tête, à l'occasion d'un Comité ou d'une Assemblée générale pour répondre aux questions ou développer un projet concret avec nous. Contactez-nous !

Olga Baranova, olga.baranova@pssuisse.ch, responsable de projets de mobilisation, de formation et de recrutement Suisse romande

LE RÉSULTAT

3/5

Le 22 octobre dernier eut lieu le premier tour des élections communales jurassiennes. À cette occasion, le chef-lieu Delémont a connu un tournant pour le moins positif pour notre Parti : l'arrivée au pouvoir d'une majorité absolue de gauche ! Félicitons ainsi nos deux camarades élu-e-s, Murielle Macchi-Berdat et Claude Schluchter, qui pourront compter sur un partenaire de gauche en la personne d'Esther Gelso (CS-POP) pour mener à bien de nombreux projets en adéquation avec nos idéaux et valeurs socialistes ! Ceux-ci pourront sans autre être appuyés par l'organe législatif de la commune, qui comptera désormais 14 socialistes et 8 représentant-e-s de l'Alternative de Gauche, pour un total de 22 conseiller-s/ères de gauche sur un parlement comptant 41 membres. La majorité absolue étant ainsi atteinte et dans l'exécutif et dans le législatif, réjouissons-nous d'une législature qui s'annonce pleine de promesses.

LA STATISTIQUE

346

346, c'est le nombre de camarades du Parti qui ont souhaité s'engager pour tracer les lignes directrices de notre nouveau concept économique, dont 270 alémaniques et 76 latin-e-s. Le PS doit saisir à bras le corps les profonds changements sociétaux à venir : la numérisation et l'automatisation représentent des défis de taille pour les thématiques de l'emploi et de l'économie, et notre Parti doit y proposer des solutions solidaires et équitables. Ainsi, dans la foulée du vote général de ce printemps, c'est avec un autre type de processus participatif que le PS a lancé le travail autour d'un nouveau concept économique. Au vu de cette participation plus que réjouissante, le Comité de pilotage a pu sélectionner un panel le plus représentatif possible des différents parcours de vie ou milieux socioprofessionnels que dénombre notre Parti.

Nul doute que nos camarades sauront ainsi trouver les meilleures lignes directrices possibles pour l'avenir économique de notre pays et les présenter lors de prochaines Assemblées de délégué-e-s en vue d'un débat et d'une adoption finale en Congrès.

L'ARGENT NE TRAVAILLE PAS NOUS OUI.

IL S'AGIT DE:

L'initiative 99% demande à ce que les revenus générés par le capital (dividendes, intérêts, etc.) soient imposés 1,5 fois de plus que les salaires. Le seuil à partir duquel les revenus générés par les capitaux seront imposés pourrait être, par exemple de 100 000 frs/année. Les revenus supplémentaires reçus par l'état aideront à diminuer l'imposition des salaires moyens et bas. Cette plus-value pourra aussi être réinvestie dans des prestations sociales, dans la formation et la santé.

